

Le Fer Solidaire

Un journal syndical régional au service (public) des cheminots

Quelques hommes qui FONT s'envoler des milliards ! A Nous, Les milliards d'hommes, qu'ils volent **ILS doivent RENDRE DES COMPTES !**

La crise économique actuelle n'est pas due qu'aux seuls errements d'un capitalisme financier devenu fou, c'est le produit du capitalisme tout court qui dérègle tout sur notre planète.

Aux USA, où le libéralisme économique et la dérégulation généralisée sont les plus avancés, les salaires ne permettent pas de vivre et tout est privatisé (santé, éducation, retraite,...)

L'Europe libérale et ses dirigeants étaient eux aussi contre l'intervention de l'état dans le domaine économique et pour une dérégulation généralisée : privatisations, baisse des salaires, casse des systèmes socialisés de protection sociale (santé, retraite) au profit de l'assurance privée et de la capitalisation, développement du crédit et de l'endettement, ...

Ils n'avaient qu'un seul modèle : la « concurrence libre et non faussée » et le « libre marché » qui devaient se régler de lui-même !

En quelques semaines, nos « idéologues » libéraux retournent leurs vestes. Pour sauver les financiers et les banquiers véreux, on nationalise et on trouve comme par miracle des milliards d'euros d'argent public à injecter dans le système...

Sans honte ni états d'âme, ils appliquent le vieil adage :

Privatisation des profits et socialisation des per-

tes !

- **Les salariés et les citoyens n'ont pas à payer les conséquences de cette crise.** Si on nationalise pour sauver une banque en faillite, on peut bien nationaliser pour sauver des emplois.

- Si on trouve des milliards d'euros d'argent public pour sauver des banques ou garantir les dépôts bancaires, **on peut trouver des milliards pour les salaires, la protection sociale ou les services publics.**

- Plutôt que de favoriser la capitalisation et de jouer sa retraite en bourse ! **Il faut sauver et conforter notre système par répartition.**

- **Une opposition résolue aux privatisations des services publics et de la protection sociale : santé, éducation, transports, énergie, poste, ...** A part augmenter le coût de ces services pour l'utilisateur, la bourse et le marché n'offrent aucune garantie pour le maintien de ces services publics indispensables à la collectivité.

- **Réorientation de la richesse produite au bénéfice des salaires, des pensions, des services publics et de la protection sociale.**

- **Si on injecte de l'argent public dans le système, il faut y mettre des conditions :** contrôle public et taxe sur les transactions financières, contrôle et régulation des banques par l'état, interdiction d'utiliser les paradis

A la SNCF aussi, les caisses sont soi-disant vides, mais nos dirigeants sans morale avaient investi 5 M€

EAS

Vaut-il mieux voyager **seul** ou bien, **accompagné ?**

Seul? C'est ce que la direction SNCF promet aux conducteurs d'une partie des trains régionaux partout en France.

En effet, parmi ses multiples projets de démantèlement de l'entreprise et de réduction d'effectifs, la direction s'est mis en tête de supprimer le contrôleur systématique sur les trains appelés « périurbains ».

La direction propose donc d'étendre le modèle de l'Ile de France à l'ensemble des régions en généralisant l'E.A.S. (Equipement Agent Seul)

Pourtant, pour les usagers comme pour les cheminots, l'expérience parisienne s'apparente davantage à un cauchemar qu'à une réussite.

- Multiplication des agressions et incivilités en tous genres.
- Accidents de personnes au moment de la fermeture des portes.
- Absence d'information pour les usagers.

La sécurité des circulations et la sûreté des voyageurs sont les missions premières du contrôleur... laisser croire qu'on peut les transférer sur le seul conducteur sans engendrer des conséquences graves voir dramatiques, relève de la duperie.

Un conducteur parisien devant le tribunal !

Il y a 5 ans, un accident mortel consécutif à un incident de fermeture de portes a eu lieu à Chelles sur la banlieue Est de Paris. L'ADC a fait son travail dans les règles de l'art, rien ne lui est reproché en interne. Plusieurs années après les faits, il est convoqué devant le tribunal de Meaux pour homicide involontaire par négligence.

SUD-Rail suit de près ce dossier et en fonction

des évolutions vous appellera à une mobilisation d'ampleur, non seulement pour soutenir notre collègue, mais aussi pour stopper la dérive qui tend à faire porter la responsabilité aux agents SNCF et non à l'entreprise responsable des réglemmentations et des organisations du travail.

Un certain nombre de région ont bien compris tout l'intérêt de la présence d'un contrôleur dans les trains, mais elles ont du « ferrailer » avec la SNCF pour faire inscrire dans le texte de leur convention TER la présence obligatoire d'un agent commercial sur tous les trains objet de la convention région/SNCF.

La priorité doit être donnée à la réhumanisation



EQUIPEMENT AGENT SEUL

| abandonner les trains, d'avance une mauvaise idée !

N'y a-t-il qu'un pilote dans l'avion ?

SUD
Rail

Union
syndicale
Solidaires

Signez la pétition contre l'EAS sur internet : <http://www.lapetition.com/sign1.cfm?numero=1937>

Réforme discriminatoire d'un agent SNCF reconnu travailleur handicapé : **La SNCF lourdement condamnée par les Prud'hommes !**

Sud-Rail se félicite du jugement rendu le 23 septembre 2008 par le Conseil de Prud'hommes de Lyon.

Celui-ci **condamne la SNCF à réintégrer Laurent POMMIER**, agent SNCF réformé abusivement en 2005, et à lui verser plus de 100 000€ de rappels de salaires.

Le tribunal a en effet conclu que la **rupture de contrat de travail était discriminatoire**.

Cette décision intervient alors que le **nombre national de réformes à la SNCF a très fortement augmenté en 5 ans** en passant de 390 réformes en 2003 à 645 réformes en 2007.

Cette décision de justice est donc très importante pour des milliers de cheminots qui sont confrontés chaque année à des problèmes de santé au travail.

Et plus particulièrement pour tous ceux qui sont menacés chaque année d'être mis au ban du monde du travail en raison de leur handicap ou de leur état de santé.



La SNCF utilise en effet trop souvent la procédure de réforme pour se « débarrasser » d'agents qu'elle n'estime pas assez productifs.

Ils sont alors renvoyés de l'entreprise avec une pension ne dépassant pas au mieux la moitié de leur salaire.

Victimes de la logique économique et de la productivité, les agents inaptes ou handicapés sont les premières victimes de la politique de suppressions des effectifs.

Les réorganisations incessantes, les suppressions d'effectifs et les objectifs de productivité, de rentabilité, d'augmentation des cadences de la direction SNCF infligent à un très grand nombre de cheminot-e-s des formes diverses de souffrance au travail, induisant les mêmes des processus de titudes médicales restreintes ou d'inaptitude définitive.

Nous redoutons d'autant plus cette politique d'exclusion des travailleurs inaptes depuis l'entrée en vigueur en janvier 2004 de l'arrêté « aptitude » du 30 juillet 2003, qui restreint les conditions d'aptitude médicale dans de nombreux métiers de cheminots.

Sud-Rail est signataire du nouvel accord d'entreprise en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés pour la période 2008-2011.

Nous poursuivrons par tous les moyens nécessaires notre action aux côtés des travailleurs handicapés et en faveur du maintien dans l'emploi des salariés devenus inaptes à leur poste de travail.

Retrouvez toutes les infos SUD-Rail sur notre site internet

www.Sudraillyon.org

Incidents caténaires :
**La direction de la SNCF commu-
 nique beaucoup ...
 pour ne rien dire !**

Mardi 23 septembre, la direction de la SNCF poursuivait sur la Région de Lyon la campagne de communication lancée par M. PEPY suite à la multiplication de sérieux incidents caténaires notamment sur la Région de Lyon.

La question de l'état du réseau ferroviaire nécessite d'autres réponses qu'une campagne de communication « pour ne rien dire » de la réalité de la situation.

Plutôt que cette mascarade, nous attendons plutôt de la Direction SNCF qu'elle explique les véritables raisons de la dégradation du réseau caténaires et la diminution des moyens d'intervention d'astreinte en cas d'incidents sur le réseau.

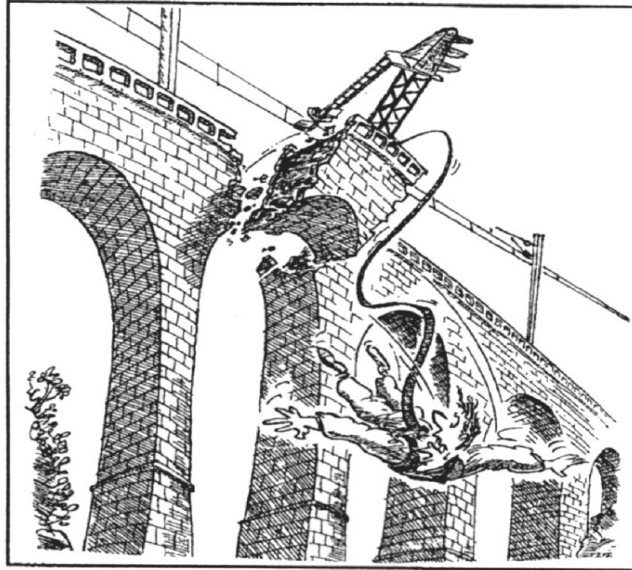
Pour SUD-Rail, les causes de ces incidents caténaires à répétition et de la durée des perturbations occasionnées sont pourtant connues :

- **L'importante réduction des effectifs des équipes caténaires des Etablissements Equipement de la SNCF.**

A titre d'exemple, à l'EVEN Lyon Nord chargé de l'entretien de la caténaire dans le périmètre où ont eu lieu les deux accidents récents de la Valbonne et de Guillotière a vu ses effectifs passer de 55 à 32 agents caténaires en 10 ans.

- **L'allongement des périodicités de maintenance et l'insuffisance de temps et des moyens humains et financiers pour réaliser les opérations d'entretien importantes.**

L'ENTRETIEN PAR RFF



Pour la plupart des installations, les périodes de maintenance ont été multipliées par deux.

- **L'allongement des parcours géographiques et la forte réduction des équipes d'astreinte qui interviennent en cas d'incidents caténaires.**

SUD-Rail déplore les conséquences de cette politique axée uniquement sur la rentabilité et la recherche permanente de la réduction des coûts au dépens des cheminots, des usagers et du service public.

Après le Rapport de l'Ecole Polytechnique de Lausanne qui pointait clairement le vieillissement du réseau ferroviaire français et alors que le sénateur Haënel est chargé par le gouvernement de dresser le bilan de la réforme ferroviaire de 1997 (séparation en 2 de la SNCF en créant RFF), il est devenu urgent de revenir à une autre organisation du système ferroviaire français.

Cette réorganisation passe nécessairement :

- **par la réintégration de RFF au sein de la SNCF et pas en tant que « filiale » du groupe.**
- **par la reprise par l'état français de la dette ferroviaire.**
- **par un véritable programme d'investissement pour la maintenance et la régénération de l'infrastructure ferroviaire.**

**La casse du
 RH077
 Nuit gravement
 A la santé
 Et à la sécurité**

Pour la défense de nos conditions de travail et de nos droits.
**Manifestation Nationale
 contre la casse du Statut et du RH0077.**
RASSEMBLEMENT DEVANT LA COMMISSION NA-